

LA CHARTE D'ALGER

Adopté par le 1^{er} congrès du Parti du Front de libération nationale,
Alger, 16-21 avril 1964

Documents publiés dans Lucien Collonges (coord.), *Autogestion. Hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse 2010.

La dynamique globale de la lutte sociale telle qu'elle s'est manifestée au lendemain de la libération agit en faveur d'une ouverture socialiste de la Révolution. La majorité écrasante de la population paysanne et ouvrière vivant dans des conditions de paupérisation extrême. [Des mesures ont été prises par le pouvoir pour aller dans le sens de la transformation radicale de la société]. Ces mesures [...] ont été accélérées par le fait de la disparition brusque de la véritable classe possédante du pays représentée par la population européenne.

C'est dans l'interaction de ces conditions objectives qu'il faut chercher l'origine du décret sur l'annulation des transactions qui a exprimé la décision du pouvoir de donner un coup d'arrêt à la croissance des forces hostiles au socialisme, en les empêchant d'accaparer le patrimoine national récupéré grâce aux sacrifices des paysans et ouvriers au cours de la guerre de libération.

C'est également dans cette interaction des conditions objectives qu'il faut chercher l'origine du « comités de gestion » constituant une continuité de la Révolution à travers les mesures des autorités politico-militaires d'après-guerre. Le mouvement encouragé, institutionnalisé par le pouvoir, a abouti à l'actuel système de l'autogestion, caractéristique principale en Algérie de l'ouverture vers le socialisme.

L'autogestion exprime la volonté des couches laborieuses du pays d'émerger sur la scène politico-économique et de se constituer en force dirigeante. Sur le plan économique, l'autogestion a posé la nécessité de l'extension de la réforme agraire et des nationalisations, tant dans l'agriculture que dans l'industrie et de la réorganisation du commerce extérieur et intérieur ainsi que celle du système bancaire. Sur le plan politique, elle pose les rapports réciproques de l'État, du parti, des syndicats et des masses dans une optique nouvelle qui implique le développement constant du caractère démocratique de toutes ces institutions dans leurs relations avec les masses. La démocratie socialiste indispensable doit se manifester et se concrétiser par l'existence à la base de véritables organismes démocratiques de gestions de l'économie, de véritables organismes populaires d'administration démocratiques des communes, de véritables syndicats démocratiques et d'une administration efficace contrôlée par les masses.

C'est dans l'autogestion que s'est manifesté et se manifestera le développement interrompu de la révolution nationale populaire en révolution socialiste, posant tous les problèmes économiques et politiques résultant de la transition en cours du colonialisme à l'émergence d'un État ouvrant la voie au socialisme. Dans ce processus, le rôle des travailleurs urbains à côté des travailleurs agricoles du secteur autogéré va devenir de plus en plus décisif, car les assises sociales du pouvoir révolutionnaire ne peuvent être que les masses laborieuses alliées aux paysans pauvres du secteur traditionnel et aux éléments intellectuels révolutionnaires.

La nature du pouvoir révolutionnaire est d'être le défenseur des intérêts des couches laborieuses qui constituent ses assises sociales, c'est pourquoi il ne peut manquer de se heurter aux couches privilégiées qui comprennent d'une part tous ceux qui, à quelque degré que ce soit, détiennent la propriété des moyens de production, et d'autre part, la bourgeoisie bureaucratique.

Problèmes de la transition et tâches d'édification

Poser le problème du capitalisme en termes purement économiques et ne pas voir la contradiction entre dirigeants et exécutants, c'est se condamner à faire du socialisme une recette de l'accumulation primitive et à perdre ainsi sa signification humaine. Le socialisme n'est pas seulement une certaine organisation de la production, c'est la récupération de la société par les individus qui la composent et leur libre épanouissement. Le socialisme ne se définit pas uniquement par la nationalisation de moyens de production. Il se définit aussi et surtout par l'autogestion, solution véritable à la double

contradiction de la propriété privée et de la séparation maîtrise-exécution.

La période de transition est celle où l'organisation politique de la société prépare au socialisme à partir de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'établissement des bases matérielles et sociales pour un développement rapide des forces productives et d'une libération de l'activité créatrice des travailleurs. Aucun de ces aspects ne peut être privilégié aux dépens des autres car il s'agit d'un tout indissoluble.

Ces conditions générales impliquent la construction d'un État populaire qui exprime la volonté des masses de construire le socialisme et qui organise la défense des conquêtes révolutionnaires en même temps qu'il anime une politique dynamique dans les relations avec les autres [...] peuples.

Un tel État a pour tâche première de préserver les expériences socialistes en cours, de les aider à triompher des difficultés inévitables, d'intervenir dans le secteur privé pour en hâter la socialisation, de pallier l'absence de gestion directe quand celle-ci n'est pas encore possible, sans jamais perdre de vue que ce rôle gestionnaire – exceptionnel – qu'il est amené à assurer n'est qu'une étape provisoire qui prépare l'organisation autogestionnaire.

Ces conditions préalables préparent l'industrialisation, mais ne résolvent pas, à elles seules, le problème. Il y a, dans les pays à structure essentiellement agraire, une exigence des paysans à voir leur sort amélioré par rapport à l'ancien état de choses. Cette exigence qui se traduit par un accroissement de la consommation entraîne donc une diminution du surproduit social. Une contradiction apparaît dont la solution doit être abordée en toute clarté.

Pallier la diminution du surproduit social par la recherche d'une aide étrangère sans principe, compromet jusqu'à l'indépendance nationale elle-même. Organiser la société selon la contrainte pour obtenir de façon autoritaire un abaissement du niveau de vie, c'est ouvrir la voie à une bureaucratisation qui est la négation même du socialisme.

Par contre, ce qui doit être évité, c'est que le privilège technique se transforme en privilège politique et que les cadres, organisés en couche particulière, organisent la société selon un modèle technocratique. Là aussi, la solution réside surtout dans l'application de l'autogestion.

Le principe essentiel de la période de transition est que les mêmes moyens ne peuvent être mis indifféremment au service de n'importe quelle fin. Il y a un rapport intrinsèque entre les instruments qu'on utilise et le résultat qu'on obtient. On ne peut développer une société nouvelle à partir de méthodes et de structures qui font partie du développement capitaliste. Or le principe de la scission de la société en sphères dirigeantes qui encadrent et les masses qui exécutent est le principe même de la société capitaliste.

Les questions de la société nouvelle sont celles-ci : « Qui contrôle et sanctionne l'obligation de travailler? Qui établit les normes? Qui gère la production? ». Si les réponses organisent une séparation entre la catégorie sociale chargée de gérer le travail des autres et les producteurs, le socialisme est compromis. Seule la collectivité organisée des travailleurs peut assumer une telle tâche. Seule elle peut établir des plans qui soient autre chose que des schémas artificiels réalisables seulement sur le papier, seule, elle peut, à un problème collectif, donner une solution collective. C'est le sens de l'autogestion.

Le programme de transition est l'étape nécessaire de la réalisation des conditions matérielles et humaines du socialisme. La pénurie économique justifie la répartition selon le travail. Elle ne saurait justifier la persistance de l'exploitation sous quelque forme que ce soit.

Dans une telle période, le problème de la rémunération et des avantages sociaux consentis aux couches dirigeantes et aux appareils de l'État est très important. Il serait illégitime que soit instaurée une caste privilégiée tant par les satisfactions de prestige que par le statut financier. D'autre part, les dépenses somptuaires non seulement aggraveraient les difficultés de l'accumulation, mais créeraient une base à un mécontentement et à une contestation explicable.

L'autogestion est le principe même de cette société. En elle se noue la fin de l'exploitation, la compréhension par chaque travailleur de son activité car la fonction économique et la fonction politique deviennent inséparables; l'intéressement direct du producteur à sa production, c'est-à-dire le contraire même du salariat. En elle se réalise le début du règne de la liberté.

La réforme agraire

La réforme agraire se doit de tenir compte de l'aspiration des fellahs à la propriété des terres dont ils ont été trop longtemps frustrés. Cependant, une simple redistribution apparaîtrait comme une entreprise antiéconomique, si elle n'était complétée par des mesures débouchant sur un dépassement de cette forme d'appropriation. Dans un premier stade, l'organisation d'un système coopératif semble

le meilleur moyen de dépasser cette forme d'appropriation et de permettre un renforcement de la productivité générale; d'autant qu'une tradition communautaire séculaire favorise une telle évolution.

Ce système coopératif doit être ouvert à tous les petits paysans qui y trouveront les moyens de jouer un rôle de plus en plus important dans la vie et le développement économique du pays. Il s'agit en effet d'intégrer progressivement cette masse extrêmement importante que constitue la petite paysannerie à l'ensemble des activités nationales. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que ce système coopératif représente, en tout état de cause, une forme d'organisation plus rudimentaire par rapport à l'organisation socialiste qu'est l'autogestion. Le but visé doit être la transformation progressive de ces coopératives en organismes d'autogestion. Pendant la période de coexistence des deux systèmes, le parti et le gouvernement doivent veiller à ce que le passage à l'autogestion qui exclut la contrainte, soit pour le paysan une promotion.

L'industrie

Les structures industrielles léguées en Algérie par la colonisation sont très peu développées. Il s'agit essentiellement d'ateliers, de petites industries alimentaires et quelques complexes de moyenne importance (verreries d'Afrique du Nord, Acilor, etc.) voués, pour leur approvisionnement, au bon vouloir du marché français. Contrairement à ce qui s'est produit dans le secteur agricole, seule une petite partie de cette faible implantation industrielle a été placée en autogestion. Cette situation d'infériorité, jointe aux moyens d'action dont dispose un capital étranger particulièrement intéressé par l'industrie, rend le secteur autogéré particulièrement vulnérable. Ce secteur a en effet à se défendre contre des forces beaucoup plus puissantes que celles qui s'opposent au développement du secteur autogéré agricole. Il apparaît donc que la défense, la consolidation et le développement du secteur autogéré industriel [...] doivent occuper au premier chef le Parti et le gouvernement. Or, le développement du secteur industriel autogéré suppose non seulement l'orientation et la transformation progressive du secteur industriel privé mais la création par l'État d'entreprises industrielles nouvelles.

La planification

Le développement économique du pays est tributaire de la planification. Celle-ci est appelée à combler le retard accumulé. Mais elle n'est pas une panacée. Mal conçue, non fondée sur des bases structurelles et économiques réelles, elle aggrave le retard par rapport au pays industrialisé.

Sur le plan technique, la planification est liée à la connaissance exacte de l'état du pays, des nécessités régionales, des besoins prioritaires et à la vérification permanente du fonctionnement du plan pour qu'en soient corrigés les défauts. L'exactitude de l'information est un problème fondamental car les bureaux ont une tendance à l'autosatisfaction et à la croyance que l'élaboration théorique équivaut à la réalisation concrète. Cette circulation de l'information ne peut se faire sans la participation directe des travailleurs intéressés au plan.

Sur le plan économique, la planification exige la mobilisation et la centralisation du surplus économique, c'est-à-dire de ce qui dans la valeur de la production dépasse ce qui est nécessaire à la consommation des travailleurs. Cette -mobilisation et cette centralisation peuvent prendre deux formes complémentaires: entre les mains de l'État pour les entreprises qui relèvent directement de sa gestion d'une part; entre les mains du secteur autogéré et des coopératives de production d'autre part.

Elle exige une utilisation des surplus de façon que les travailleurs voient très rapidement les effets de la planification faute de quoi celle-ci restera un but extérieur qui n'appellera pas leur effort.

Il n'y a pas de plan possible sans la participation consciente et le concours actif des travailleurs. Ceci est d'autant plus vrai dans les pays sous-développés où les moyens étant réduits, chaque effort de la population est d'une importance décisive. Cette participation doit se faire non seulement pour la défense de la planification contre ses adversaires, non seulement pour le contrôle de l'exécution, mais aussi et surtout pour l'élaboration du plan. C'est pourquoi, on ne peut séparer les organismes de planification et les organismes d'autogestion.